

REPUBLIQUE FRANCAISE
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE
78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP

**DIRECTION DES POLITIQUES
ECONOMIQUE ET INTERNATIONALE**

Service de la Production et des Marchés
3, rue Barbet de Jouy 75007 PARIS
Bureau des bovins et ovins
Téléphone : 01.49.55.46.13
Télécopie : 01.49.55.80.26

Mission de gestion des aides
Téléphone : 01.49.55.49.23
Télécopie : 01.49.55.80.36

CIRCULAIRE

DPEI/SPM/C2000-4054

DU : 22 DECEMBRE 2000

CLASSEMENT :

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

A

MESDAMES ET MESSIEURS LES PREFETS

OBJET : PRIME COMPENSATRICE OVINE (PCO) - CAMPAGNE 2001

**CIRCULAIRE COMPLEMENTAIRE : AGNEAUX ENGRAISSES
EN CARCASSES LOURDES**

DATE DE MISE EN APPLICATION : Immédiate

RESUME : Cette circulaire expose les dispositions particulières applicables aux producteurs d'agneaux légers engraisant plus de 40 % de leurs agneaux en carcasses lourdes. Elle se substitue à la circulaire DPEI/SPM/C2000/N°4012 du 28 février 2000. Ces dispositions sont sans changement par rapport à la campagne précédente.

POUR EXECUTION

- Madame et Messieurs les Préfets de département (métropole)
- Madame et Messieurs les Directeurs Départementaux de l'Agriculture et de la Forêt (métropole)
- Monsieur le Directeur de l'OFIVAL

POUR INFORMATION

- Administration Centrale
 - IGA (MISECAC -20 ex.-)
 - DPEI/MGA (10 ex.)
 - Messieurs les Directeurs Régionaux de l'Agriculture et de la Forêt
 - CERIT (Toulouse)
 - ACOFA
 - CFTMA (Nancy)
 - réserve : 20 ex.
-

INTRODUCTION

Cette circulaire complète la circulaire de base relative à la PCO 2001 et expose les dispositions applicables aux producteurs d'ovins qui commercialisent du lait ou des produits à base de lait de brebis et qui engraisent au moins 40 % de leurs agneaux en carcasses lourdes.

Par rapport aux producteurs produisant des brebis lourdes, les producteurs de brebis laitières perçoivent une PCO réduite de 20 %, ainsi que, le cas échéant, une prime monde rural «PMR» égale à 90 %.

Toutefois, lorsqu'ils engraisent ou font engraisser plus de 40 % des agneaux issus de leurs brebis dans certaines conditions, ils peuvent bénéficier, à 100 % et au prorata des brebis dont les agneaux sont engraisés, de la prime compensatrice ovine ainsi que, le cas échéant, de la prime monde rural.

Afin de fiabiliser la procédure, en application notamment des recommandations en ce sens émises par la Commission de certification des comptes des organismes payeurs (CCCOP), **des dispositions particulières ont été précisées et portent sur :**

- l'identification : l'identification des agneaux, conformément à la réglementation en vigueur (Arrêté du 30/05/97 relatif à l'identification des animaux des espèces ovine et caprine), au moyen d'un repère auriculaire officiel portant le n° de cheptel, et la différenciation de chaque lot à l'aide d'un signe distinctif lorsque plusieurs lots sont engraisés ensemble, est rappelée et doit être spécifiquement vérifiée ;**
- le nombre de déclarations spécifiques, qui est limité à 12 par demandeur ;**
- le nombre d'agneaux par lots : chaque déclaration spécifique doit comporter un minimum de 5 animaux ;**
- le registre d'engraissement, tel que prévu par la réglementation communautaire.**

Tous les ateliers d'engraissement doivent être agréés par la DDAF.

Le dépôt de la demande de PCO pour cette catégorie d'éleveurs s'effectue du 1er au 31 janvier 2001 inclus, comme pour l'ensemble des éleveurs ovins.

Le dépôt des déclarations spécifiques a lieu pendant la période du 15 novembre 2000 au 14 novembre 2001.

Vous saisissez sous PACAGE les déclarations d'engraissement et les résultats des contrôles sur place de l'engraissement, au fur et à mesure.

SOMMAIRE

1. MONTANT DE LA PRIME.....	4
2. CONDITIONS D'OCTROI DE LA PRIME.....	4
2.1. Bases réglementaires.....	4
2.2. Définition des bénéficiaires.....	4
2.3. Définition des agneaux légers engraisés en carcasses lourdes.....	4
2.4. Conditions d'éligibilité.....	5
2.4.1. Obligations générales.....	5
2.4.2. Obligations complémentaires pour l'engraissement hors exploitation.....	5
3. MODE OPERATOIRE.....	6
3.1. Constitution du dossier de mise à l'engraissement d'agneaux légers.....	6
3.1.1. Cas du naisseur engraisseur.....	6
3.1.2. Cas du naisseur confiant ses agneaux à un atelier d'engraissement.....	7
3.2. Réception des déclarations.....	8
3.3. Réception des comptes rendus d'engraissement.....	8
3.4. Contrôles.....	8
3.4.1. Contrôle documentaire.....	8
3.4.2. Contrôle sur place.....	8
3.5. Suite à donner aux contrôles.....	11
3.5.1. Conformité de la déclaration.....	11
3.5.2. Non conformité de la déclaration.....	11
3.5.3. Notification de la décision au demandeur.....	13
3.6. Relations avec l'OFIVAL et mise en paiement des dossiers.....	13
3.7. Statistiques	14

1. MONTANT DE LA PRIME

Les producteurs d'agneaux légers qui engraisent en carcasses lourdes un effectif d'agneaux nés sur leur exploitation, équivalent au minimum à 40 % du nombre de brebis déclarées à la PCO limité à la référence de droits à prime, perçoivent la prime compensatrice à taux plein au prorata du nombre d'agneaux légers engraisés en carcasses lourdes. La productivité théorique des brebis est fixée à 1 agneau engraisé par brebis et par an.

Les acomptes sont calculés sur la base du montant de la prime réservée aux producteurs d'agneaux légers (PCO à 80 % et, le cas échéant, PMR à 90 %).

2. CONDITIONS D'OCTROI DE LA PRIME

2.1. BASES REGLEMENTAIRES : CF REGLEMENTATION COMMUNAUTAIRE EN ANNEXE 1.

2.2. DEFINITION DES BENEFICIAIRES

Les producteurs d'agneaux légers sont des producteurs ovins commercialisant du lait de brebis ou des produits issus du lait de brebis. Pour bénéficier du complément de prime, ces producteurs d'agneaux légers doivent engraisser en carcasses lourdes un effectif d'agneaux nés sur leur exploitation équivalent au minimum à 40 % du nombre de brebis déclarées à la PCO limité à la référence de droits à prime.

2.3. DEFINITION DES AGNEAUX LEGERS ENGRAISSES EN CARCASSES LOURDES EN VUE DE LEUR ABATTAGE

Au sens de la réglementation communautaire, ce sont des agneaux :

a) ayant fait l'objet après sevrage, d'une déclaration préalable de mise à l'engraissement par lot dûment constitué conformément aux dispositions prévues au paragraphe 2.4.1.

b) **identifiés par le naisseur, conformément à la réglementation en vigueur (Arrêté du 30/05/97), au moyen d'un repère auriculaire officiel portant le n° de cheptel. Sans préjudice de ce qui précède, si plusieurs lots sont engraisés ensemble, chaque lot doit être différencié préalablement à la mise à l'engraissement, à l'aide d'un signe distinctif stable et bien visible (exemple : signe de couleur, demi-boucles mâles de couleur différente pour chaque lot).**

c) satisfaisant aux conditions suivantes :

- période minimale d'engraissement : 45 jours
- poids moyen minimal de chaque lot à la sortie de l'engraissement : 25 kg poids vif, en vue de l'abattage.

2.4. CONDITIONS D'ELIGIBILITE

2.4.1. OBLIGATIONS GENERALES

Pour bénéficier du complément de prime, le demandeur doit déposer une **déclaration de mise à l'engraissement d'agneaux légers** pour chaque lot d'agneaux. Chaque lot doit comporter **au minimum 5 agneaux**.

Le demandeur doit tenir un **registre spécifique d'engraissement** (cf. annexe 4) stipulant :

- Pour chaque lot d'entrée :

- la date de mise à l'engraissement du lot,
- le nombre d'agneaux composant le lot,
- le numéro d'ordre du lot,
- l'identification du lot (n° de cheptel et, le cas échéant, signe distinctif du lot),
- le cas échéant, le n° identifiant l'exploitation.

- Pour chaque lot de sortie :

- la date de sortie et le poids vif moyen des agneaux du lot,
- la composition du lot précisant le nombre d'agneaux de chaque lot d'entrée faisant partie du lot de sortie.

- Pendant la période d'engraissement, pour chaque lot mis à l'engraissement, l'inscription des diminutions de cheptel et de leur cause (mortalité et cause de mortalité).

Chaque demandeur peut déposer **au maximum 12 déclarations spécifiques**.

A l'issue de l'engraissement de chaque lot, le producteur doit envoyer à la DDAF, dans un délai, à titre indicatif, de 30 jours calendaires, **un compte rendu d'engraissement** signé (exemplaire n°2 de la déclaration spécifique).

2.4.2. OBLIGATIONS COMPLEMENTAIRES DANS LE CAS OU L'ENGRAISSEMENT EST REALISE EN DEHORS DE L'EXPLOITATION DU DEMANDEUR

Tous les ateliers d'engraissement doivent, préalablement à la première mise à l'engraissement, être agréés par la DDAF (cf. annexes 6 et 7). Cet agrément, valable pour la campagne 2001, est subordonné (sauf pour les nouveaux ateliers) au respect de la totalité des engagements au cours de l'année précédente. Il peut être suspendu en cas de manquement. Dans le cas contraire, l'agrément pourra être reconduit tacitement pour les campagnes suivantes.

Par atelier d'engraissement, il faut entendre chaque lieu d'engraissement dûment agréé par la DDAF et non pas la structure d'engraissement qui peut, comme c'est le cas en général, posséder plusieurs ateliers.

Préalablement à la première mise à l'engraissement, le naisseur doit établir une convention avec l'engraisseur. Cette **convention type** (cf. annexe 5) indique :

- le nom ou la dénomination, l'adresse de l'atelier d'engraissement, ainsi que le nom du responsable,
 - la capacité instantanée de places d'engraissement de l'atelier,
 - les engagements de l'engraisseur, à savoir :
 - tenir le registre spécifique d'engraissement comportant les mentions indiquées au paragraphe 2.4.1,
 - pour chaque lot mis à l'engraissement, adresser au naisseur pour transmission à la DDAF, les données figurant dans le registre d'engraissement et comportant les mentions indiquées au paragraphe 2.4.1, avec en outre l'adresse précise de l'atelier d'engraissement,
 - lorsque l'engraissement des agneaux est réparti entre plusieurs ateliers, le responsable de la structure d'engraissement doit tenir à jour, sous la forme du registre spécifique d'engraissement, un état centralisé des mouvements quotidiens d'entrée et sortie des lots mis à l'engraissement dans chaque atelier, ainsi que le nombre d'agneaux correspondant.
- Cet état est établi sur la base des transmissions écrites de chaque atelier, **qui doit détenir également un exemplaire du registre d'engraissement**,
- se soumettre aux contrôles prévus par la réglementation.

Après signature de cette convention type, par le naisseur et l'engraisseur, une copie doit vous en être adressée, préalablement à la première mise à l'engraissement.

Si l'atelier d'engraissement est situé en-dehors du territoire français (Espagne, par exemple) l'enregistrement doit être effectué auprès de la DDAF du département du siège de l'exploitation du demandeur.

3. MODE OPERATOIRE

3.1. CONSTITUTION DU DOSSIER DE MISE A L'ENGRAISSEMENT D'AGNEAUX LEGERES

3.1.1. CAS DU NAISSEUR ENGRAISSEUR

Pour obtenir le bénéfice de la prime « agneaux lourds », les producteurs d'agneaux légers doivent remplir **un formulaire de déclaration de mise à l'engraissement d'agneaux légers indiquant précisément le lieu d'engraissement**. Ce formulaire se présente en 4 feuillets autocopiants (cf. annexe 3).

. L'exemplaire n° 1 est à compléter et à adresser directement à la DDAF du siège de l'exploitation du demandeur, le jour de la mise à l'engraissement des agneaux et sous 10 jours (samedis, dimanches et jours fériés non compris). Il comprend l'identification du demandeur, les caractéristiques du lot mis à l'engraissement, l'engagement d'engraisser au moins 40 % des agneaux ainsi qu'à respecter les obligations réglementaires.

. L'exemplaire n° 2 est à compléter à l'issue de l'engraissement et à transmettre, dans un délai, à titre indicatif, de 30 jours calendaires, à la DDAF pour le calcul de la PCO. Il comprend outre l'identification du demandeur et les caractéristiques du lot mis à l'engraissement autocopiés lors de la déclaration, l'extrait du registre d'engraissement permettant de transmettre le bilan de l'engraissement.

. L'exemplaire n° 3 n'est pas utilisé dans ce cas.

. L'exemplaire n° 4 est à conserver par le naisseur.

Cette déclaration d'engraissement ne peut être prise en compte que si une demande de PCO campagne 2001 est déposée entre le 1er et le 31 janvier 2001.

3.1.2. CAS DU NAISSEUR CONFIAIT SES AGNEAUX A UN ATELIER D'ENGRAISSEMENT

***Déclaration de mise à l'engraissement d'agneaux légers et compte rendu d'engraissement**

L'ensemble des dispositions arrêtées en 3.1.1. pour les naisseurs engraisseurs sont applicables. L'exemplaire n° 2 est à co-signer par le naisseur et l'atelier d'engraissement ou le responsable de la structure d'engraissement. L'exemplaire n° 3 est à conserver par l'atelier d'engraissement.

***Convention type entre le naisseur et l'atelier d'engraissement**

Une convention type entre le naisseur et l'engraisser précisant les obligations et les responsabilités et le rôle de chacun, doit obligatoirement être signée (cf. annexe 5).

Dans le cas d'une structure d'engraissement, c'est le responsable de la structure qui s'engage vis-à-vis du naisseur.

***Agrément des ateliers d'engraissement**

Les ateliers d'engraissement doivent être systématiquement agréés par la DDAF du département dans lequel est situé l'atelier.

Pour les structures d'engraissement, l'agrément peut être global à condition que la liste des ateliers à agréer et de leurs adresses, soit jointe à la demande. Dans ce cas, il est établi un agrément par département. Les groupements doivent donc envoyer à la DDAF du département, une liste des ateliers à agréer situés dans ce même département.

Pour être agréé et sauf le cas d'un nouvel atelier, l'atelier doit avoir respecté l'ensemble de ses engagements au cours de l'année précédente.

Cas particulier : lorsque l'engraissement est réalisé dans un autre Etat membre, l'agrément de l'atelier est prononcé par la DDAF du département dans lequel est situé le siège de l'exploitation du demandeur.

En cas de non respect de l'une des obligations énoncées au paragraphe 2.4.2, par suite d'une fausse déclaration de l'engraisseur, faite par négligence grave ou délibérément, l'agrément de l'atelier d'engraissement sera retiré au titre de la campagne suivante. Dans le cas des structures, a priori, seul sera retiré l'agrément de l'atelier concerné.

3.2. RECEPTION DES DECLARATIONS

Au fur et à mesure de leur réception, les déclarations de mise à l'engraissement sont conservées dans le dossier naisseur et saisies sous PACAGE.

3.3. RECEPTION DES COMPTES RENDUS D'ENGRAISSEMENT

A l'issue de l'engraissement, le compte rendu d'engraissement signé et, dans le cas des ateliers, co-signé par l'engraisseur et le naisseur, doit parvenir à la DDAF dans un délai, à titre indicatif, de 30 jours calendaires après la fin de l'engraissement.

Au fur et à mesure de la réception des comptes rendus d'engraissement, vous en effectuerez la saisie sous PACAGE en tenant compte des pertes et des animaux manquants.

3.4. CONTROLES

3.4.1. CONTROLE DOCUMENTAIRE

*** Déclarations de mise à l'engraissement et comptes rendus d'engraissement**

Après vous êtes assuré de l'existence d'une demande de PCO signée par le demandeur, vous vérifierez que l'ensemble des rubriques contenues dans les déclarations de mise à l'engraissement, ainsi que dans les compte rendus d'engraissement, sont renseignées de façon lisible, notamment pour l'adresse du lieu d'engraissement et que **chaque formulaire comporte toutes les dates et signatures requises**.

***Cas de l'engraissement hors exploitation du naisseur**

Vous vous assurerez de la signature de la convention type, de l'agrément des ateliers d'engraissement et de leur date d'établissement antérieure à la première mise à l'engraissement.

3.4.2. CONTROLE SUR PLACE

Un contrôle sur place qui sera étalé sur toute l'année, au fur et à mesure de la réception des déclarations de mise à l'engraissement, doit être effectué.

Dans le cas où l'engraissement n'est pas réalisé dans le département du demandeur, une copie des déclarations d'engraissement du naisseur que vous aurez sélectionné en vue du contrôle sur place doit être systématiquement adressée au département dans lequel est réalisé l'engraissement, de façon à ce que ce dernier puisse en effectuer le contrôle.

*** Préparation des contrôles**

Les demandeurs à contrôler sont à sélectionner en fonction d'une **analyse de risque**. Cette analyse devra obligatoirement prendre en compte les critères suivants :

- demandeurs pour lesquels le nombre d'agneaux engraisés représente un effectif important, supérieur à la moyenne départementale enregistrée pour cette catégorie de producteurs,
- augmentation du nombre de brebis déclarées par un même demandeur par rapport à l'année précédente,
- écart important d'effectif entre la demande de prime compensatrice ovine et la demande d'indemnités compensatoires de handicaps naturels,
- anomalies constatées lors des contrôles réalisés la ou les campagnes précédentes,
- demandeurs pour lesquels une suspicion d'anomalie soulevée au contrôle administratif n'aurait pu être levée en interrogeant ces derniers,
- demandeurs dont l'engraissement total pour la campagne précédente est égal ou légèrement supérieur au seuil de 40%,
- ceux pour lesquels les résultats d'engraissement de la campagne précédente font apparaître un poids vif des agneaux, proche de 25 kg,
- demandeurs qui ont changé de statut, y compris les nouveaux demandeurs,
- demandeurs qui, la campagne précédente, ont débuté tardivement leur mise à l'engraissement,
- ceux qui font engraisser leurs agneaux dans d'autres départements (envoyer aux DDAF concernées la copie des déclarations spécifiques des demandeurs ainsi sélectionnés).

En outre, il convient de sélectionner un **échantillon représentatif** qui vous conduira à :

- contrôler des demandeurs qui détiennent un nombre moyen ou faible de brebis,
- assurer la couverture totale du département sur plusieurs années.

Je vous rappelle que vous devez conserver une trace écrite de votre analyse de risque sous la forme, par exemple, d'un tableau comportant les données suivantes :

- nom de l'agent chargé de la sélection,
- nombre minimum de demandeurs à contrôler, dont 80% sélectionnés par analyse de risque et 20% par hasard (représentativité de l'échantillon),
- critères de l'analyse,
- nombre de demandeurs concernés par critère,
- pression de contrôle (% à déterminer par critère),

- nombre de demandeurs à sélectionner,
- nombre de demandeurs sanctionnés.

*** Réalisation des contrôles**

Il convient de contrôler au minimum 10% des demandeurs. Vous devez en assurer le suivi pendant toute la campagne et l'effectif d'agneaux ainsi contrôlés doit atteindre au minimum 10% de la totalité des agneaux déclarés dans votre département.

L'essentiel des contrôles des lots devra être réalisé au cours de la période d'engraissement ou au moment de la sortie des lots.

Les contrôles doivent couvrir l'ensemble des catégories de producteurs : naisseurs-engraisseurs et naisseurs qui mettent leurs agneaux à l'engraissement dans des ateliers d'engraissement.

Vous réaliserez deux types de contrôles qui concerneront les 10% de demandeurs sélectionnés pour le contrôle sur place.

- **Un contrôle concomitant** qui consistera pour les demandeurs précités :

- . d'une part, à vérifier la tenue du registre et la conformité des déclarations spécifiques avec les informations de ce registre, en examinant notamment les factures,
- . d'autre part, à procéder au contrôle physique des agneaux correspondant aux lots en cours d'engraissement.

Pour un certain nombre de lots, il vous appartient de déclencher un contrôle au moment de leur sortie, en prenant contact avec le naisseur-engraisseur ou le responsable de l'atelier, qui devra alors vous signaler les dates prévisibles de sorties des lots sélectionnés pour le contrôle.

Dans ce cas, un contrôle du poids moyen du lot complètera les vérifications énoncées ci-dessus.

- **Un contrôle a posteriori** : il sera effectué pour un faible nombre de déclarations spécifiques, figurant parmi celles déposées par les 10% de demandeurs sélectionnés au contrôle en début de campagne et pour lesquelles le contrôle concomitant n'a pu être réalisé.

Vous contrôlerez alors l'exactitude des déclarations reçues en DDAF, à partir du registre d'engraissement et l'examen des factures d'achat et de vente des agneaux.

- **Cas particulier : engraissement réalisé dans un autre Etat membre**

Au cas où l'engraissement aurait lieu dans un autre Etat membre, il vous est demandé d'adresser à la DPEI - Bureau des bovins et ovins, toutes les informations afin d'organiser la procédure de coopération nécessaire au contrôle.

Il conviendra, dans un premier temps, d'adresser à la DPEI - Bureau des bovins et ovins, les indications relatives aux ateliers d'engraissement déclarés par les demandeurs, préalablement à la première mise à l'engraissement.

Les coordonnées de l'autorité de l'Etat membre chargée de faire le contrôle sur place dans la région considérée vous seront transmises en retour.

Vous lui adresserez par la suite, directement et au fur et à mesure de leur dépôt, le double de toutes les déclarations de mise à l'engraissement concernant un même atelier d'engraissement.

Le résultat des contrôles effectués par l'autorité de l'Etat membre vous sera communiqué ultérieurement.

*** Compte rendu de contrôle**

Chaque contrôle devra faire l'objet d'un document écrit, signé par le contrôleur et le producteur ou le responsable de l'atelier d'engraissement. Le rapport de contrôle sera rédigé en deux exemplaires, l'un conservé par la DDAF, l'autre remis à l'éleveur ou à l'engraisseur le jour du contrôle. Un modèle-type est joint à la circulaire à l'annexe 8. Ce modèle constitue le support minimum à partir duquel vous pouvez, si nécessaire, ajouter les informations que vous jugerez utiles. Il convient ainsi de décrire précisément les constats pouvant conduire à l'application de pénalités.

*** Résultats des contrôles sur place**

Après instruction du compte rendu de contrôle sur place, vous saisirez sous PACAGE les résultats de ce compte rendu.

*** Compte rendu d'exécution**

Vous transmettez à la DPEI-Bureau des bovins et ovins, un état récapitulatif des résultats des contrôles administratifs et sur place, sur le modèle de l'annexe 10, et un état des statistiques des contrôles sur place (annexe 10 bis).

3.5. SUITE A DONNER AUX CONTROLES ADMINISTRATIF ET SUR PLACE

3.5.1. CONFORMITE DE LA DECLARATION

Contrôle du seuil minimum de 40 % : le pourcentage minimum d'engraissement de 40 % des agneaux nés sur l'exploitation ouvrant droit au bénéfice de la prime réservée aux producteurs d'agneaux lourds est considéré comme respecté, dès lors que le nombre d'agneaux effectivement éligibles, majoré du nombre d'agneaux pour lesquels des cas de circonstances naturelles ou de force majeure ont été retenus pendant la période d'engraissement, représente 40 % du nombre de brebis déclarées, limité à la référence de droits à prime.

Il appartient à la DDAF d'effectuer ce contrôle avant tout envoi à l'OFIVAL.

Concrètement, cela signifie qu'il peut arriver que le nombre d'agneaux effectivement engraisés soit inférieur à 40 %, sans que pour autant le droit au bénéfice de la prime réservée aux producteurs d'agneaux lourds soit perdu.

3.5.2. NON CONFORMITE DE LA DECLARATION

Attention : le nombre d'agneaux engraisés ne peut être supérieur au nombre de brebis déclarées plafonné à la référence.

. Cas de fausse déclaration

Dans le cas d'une fausse déclaration faite par négligence grave ou intentionnellement, le non respect des engagements souscrits par le demandeur (que l'engraissement soit réalisé sur l'exploitation ou en-dehors de l'exploitation) entraîne le rejet total de la demande de PCO déposée pour la campagne 2001 et, le cas échéant, de la PMR. Cette sanction est susceptible d'être prononcée à partir du contrôle d'une seule déclaration de mise à l'engraissement.

. Cas de rejet simple

Si le contrôle fait apparaître un pourcentage d'agneaux engraisés inférieur à 40 %, sauf cas de fausse déclaration, le producteur perd le bénéfice de la prime réservée aux producteurs d'agneaux lourds et conserve le bénéfice de la prime réservée aux producteurs d'agneaux légers, ainsi que celui, le cas échéant, de la PMR à 90%.

. Cas d'écart minime

Les pénalités inhérentes à la règle **générale** de l'écart minime, prévues par le système intégré de gestion et de contrôle et applicables notamment en PCO, ne concernent pas l'engraissement.

Si l'on constate, pour un lot, une différence inférieure ou égale à 20 % entre le nombre d'agneaux effectivement éligibles et le nombre d'agneaux déclarés, la règle, **spécifique à l'engraissement**, de l'écart minime s'applique : le montant de la prime pour l'ensemble des brebis admises à la PCO et correspondant à la catégorie lourde est alors minoré de 15 %. Dans l'hypothèse où le producteur peut prétendre à la PMR, cette dernière est alors ramenée à 90 %.

Remarque : une différence inférieure ou égale à 20 % sur deux lots, ou une différence supérieure à 20 % sur un seul lot, constitue un cas de rejet simple (cf supra).

Exemple :

Cas d'une demande PCO + PMR, portant sur 160 brebis, assortie d'une seule déclaration spécifique d'engraissement concernant 100 agneaux.

Lors du contrôle, il est constaté la présence de 150 brebis et de 90 agneaux. Il y a donc un écart de 6,7 % (10 sur 150 brebis éligibles) par rapport au nombre déterminé de brebis, ce qui conduit à une baisse de 13,4 % de la prime ovine due (PCO + PMR).

De plus, sur le lot unique, il y a un écart de 10 % (10 sur 100 agneaux déclarés), ce qui conduit à une baisse de 15 % de la prime correspondant à la catégorie lourde. Si « PCO » et « PMR » sont les montants de base à 100%, le montant dû à cet éleveur sera de :

$$\{60 \text{ brebis} \times \text{PCO} \times 0,8 \text{ (prime agneaux légers)} \times 0,866 \text{ (sanction)}\} \\ + \{90 \text{ agneaux} \times \text{PCO} \times 0,866 \text{ (sanction sur l'ensemble de la PCO)} \times 0,85 \text{ (sanction sur la prime agneaux lourds)}\} + \{150 \text{ brebis} \times \text{PMR} \times 0,9 \times 0,866 \text{ (sanction)}\}$$

. Cas de circonstances naturelles et de force majeure

Sous réserve du respect du pourcentage minimum de 40 % d'engraissement des agneaux, les circonstances naturelles et la force majeure, dûment justifiées, peuvent être retenues si elles ont été inscrites au registre d'engraissement et notifiées à la fin de la période d'engraissement d'un lot.

Les cas où la force majeure est alléguée doivent être soumis, pour avis préalable, à la DPEI - Bureau des bovins et ovins. Il est en effet rappelé que la force majeure ne peut être invoquée qu'à l'occasion d'événements soudains, imprévisibles et que le demandeur n'a pu éviter ; en outre, tous les cas de force majeure doivent être notifiés à la Commission européenne, par la Mission de Gestion des Aides.

NOTIFICATION DE LA DECISION AU DEMANDEUR

Si la décision prise à l'encontre du demandeur et résultant des contrôles (administratif et, le cas échéant, sur place), se traduit par l'application des pénalités décrites au paragraphe 3.5.2, vous devez mentionner dans la notification de la décision, les délais et voies de recours, en application du décret du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers. A défaut, le délai de recours n'est pas opposable.

Dans la notification au demandeur, vous devrez donc indiquer, en bas de page :

«Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa réception si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision, ou hiérarchique adressé au ministre de l'agriculture et de la pêche. L'absence de réponse dans un délai de 4 mois, fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivants ;

- par recours contentieux devant le tribunal administratif».

3.6. RELATIONS AVEC L'OFIVAL ET MISE EN PAIEMENT DES DOSSIERS

L'OFIVAL assure, pour le compte du FEOGA, le paiement des primes en France. Toutefois, la DDAF reste l'interlocuteur désigné des éleveurs pour cette prime et doit être informée de l'état des paiements des dossiers envoyés en paiement. L'OFIVAL s'efforcera de communiquer ces informations dans des délais rapides.

Afin de préserver le rôle d'interlocuteur unique de la DDAF, dans le cas où l'éleveur contacte les services de la DDAF pour obtenir des renseignements sur l'état de son dossier ou sur un paiement attendu, il est important de ne pas le renvoyer sur l'OFIVAL. Afin de répondre à l'attente de l'éleveur, la DDAF a la possibilité de contacter le service « aides communautaires » de l'OFIVAL, de préférence par télécopie (N° 01.44.68.52.51), afin d'obtenir les éléments de réponse qu'elle communiquera ensuite à l'éleveur.

En attendant de connaître le nombre définitif d'agneaux engraisés pour la campagne 2001, les acomptes payés aux éleveurs sont calculés sur la base du montant prévisible de la prime à la brebis produisant des agneaux légers.

Les informations relatives à la procédure de liquidation par l'OFIVAL des dossiers concernés par l'engraissement, vous seront transmises ultérieurement.

3.7. STATISTIQUES

La réglementation communautaire impose l'obligation, pour chaque Etat membre, de communiquer avant le 31 juillet 2001 les renseignements relatifs aux demandes de PCO déposées pour la campagne 2001 par des producteurs d'agneaux engraisant au moins 40 % de leurs agneaux en carcasses lourdes, ainsi qu'un bilan provisoire des engraisements dans chaque département.

A cet effet, les annexes 9, 10 et 10 bis, comportant des données provisoires, devront donc être adressées à la DPEI - Bureau des bovins et ovins, avant le 31 mai 2001.

Afin d'établir un bilan définitif d'engraissement, ces mêmes annexes, dûment complétées, devront être transmises avant le 31 janvier 2002.

L'Adjointe au Directeur
Chef du service de la Production
et des Marchés

Marie GUITTARD

ANNEXES

ANNEXE 1 :

Règlement (CEE) n° 3901/89 du Conseil établissant la définition des agneaux engraisés en carcasses lourdes.

Règlement (CEE) n° 2814/90 de la Commission portant modalités d'application de la définition des agneaux engraisés en carcasses lourdes.

ANNEXE 2 : Arrêté du 30 mai 1997 relatif à l'identification des animaux des espèces ovine et caprine.

ANNEXE 3 : Spécimen de formulaire de déclaration de mise à l'engraissement d'agneaux légers

ANNEXE 4 : Registre spécifique d'engraissement

ANNEXE 5 : Convention type naisseur - atelier d'engraissement

ANNEXE 6 : Demande d'agrément d'un atelier d'engraissement

ANNEXE 7 : Notification d'agrément d'un atelier d'engraissement d'agneaux légers en carcasses lourdes

ANNEXE 8 : Compte rendu de contrôle sur place de l'engraissement des agneaux

ANNEXE 9 : Statistiques sur les producteurs d'agneaux légers déclarant engraisser 40 % des agneaux nés sur leur exploitation

ANNEXE 10 : Statistiques récapitulatives des contrôles administratifs et sur place, de l'engraissement d'agneaux légers

ANNEXE 10 bis : Statistiques des contrôles réalisés sur place, de l'engraissement d'agneaux légers

RÈGLEMENT (CEE) N° 3901/89 DU CONSEIL
du 12 décembre 1989
établissant la définition des agneaux engraisés en carcasses lourdes

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 3013/89 du Conseil, du 25 septembre 1989, portant organisation commune des marchés dans le secteur des viandes ovine et caprine ⁽¹⁾, et notamment son article 4 paragraphe 2,

vu la proposition de la Commission,

considérant que, selon l'article 4 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 3013/89, une définition des agneaux engraisés en carcasses lourdes doit être établie en vue de permettre l'application de l'article 5 paragraphe 4 du règlement précité; que, à cet effet, il est opportun que cette définition soit basée sur une durée minimale d'engraissement et un poids moyen minimal susceptibles d'assurer des caractéristiques suffisamment proches de celles des agneaux produits par les producteurs d'agneaux lourds au sens de l'article 4 paragraphe 3 du même règlement; que cette définition doit en outre permettre à l'autorité compétente d'effectuer des contrôles appropriés,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

1. Pour l'application du règlement (CEE) n° 3013/89, les agneaux engraisés en carcasses lourdes sont des agneaux:

- a) ayant fait l'objet, après sevrage, d'une déclaration préalable de mise à l'engraissement par lots contrôlables;
- b) identifiés à cette occasion par marquage ou par toute autre forme offrant des garanties équivalentes;
- c) satisfaisant aux conditions suivantes:
 - période minimale d'engraissement: 45 jours,
 - poids moyen minimal de chaque lot à la sortie de l'engraissement: 25 kilogrammes poids vif, par agneau.

3901/89

Toutefois, des dérogations au premier alinéa sont possibles pour des agneaux appartenant à un nombre limité de races à orientation viande et élevés dans des régions géographiquement bien délimitées.

1266/95

2. La Commission arrête, selon la procédure prévue à l'article 30 du règlement (CEE) n° 3013/89, les modalités d'application du paragraphe 1, et notamment la liste des races et des régions visées au second alinéa.

3901/89

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

RÈGLEMENT (CEE) N° 2814/90 DE LA COMMISSION

du 28 septembre 1990

portant modalités d'application de la définition des agneaux engraisés en carcasses lourdes

(J.O. n° L 263 du 29 septembre 1990 p. 35)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 3013/89 du Conseil, du 25 septembre 1989, portant organisation commune des marchés dans le secteur des viandes ovine et caprine, et notamment son article 5 paragraphe 9 et son article 28,

vu le règlement (CEE) n° 3901/89 du Conseil, du 12 décembre 1989, établissant la définition des agneaux engraisés en carcasses lourdes, et notamment son article 1^{er} paragraphe 2,

considérant que l'article 5 paragraphe 4 du règlement (CEE) n° 3013/89 prévoit que les producteurs commercialisant du lait ou des produits laitiers de brebis, qui peuvent prouver qu'au moins 40 % des agneaux nés sur leur exploitation sont engraisés en carcasses lourdes en vue de leur abattage, peuvent, à leur demande, bénéficier de la prime correspondant à la catégorie lourde au prorata du nombre d'agneaux nés sur leur exploitation qui sont engraisés en carcasses lourdes ;

considérant que l'article 1^{er} paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 3901/89 a défini les agneaux engraisés en carcasses lourdes comme ceux faisant l'objet, après sevrage, d'une déclaration de mise à l'engraissement par lots dûment identifiés, et atteignant un poids moyen minimal de 25 kilogrammes après une période minimale d'engraissement de quarante-cinq jours ; que, toutefois, le deuxième alinéa dudit paragraphe prévoit une dérogation en ce qui concerne le sevrage pour les agneaux appartenant à un nombre limité de races à orientation viande et élevés dans des régions géographiquement bien délimitées ;

considérant qu'il convient de préciser les obligations à remplir par le producteur en vue de pouvoir bénéficier des dispositions de l'article 5 paragraphe 4 du règlement (CEE) n° 3013/89 ; qu'il est nécessaire de prévoir une procédure de contrôle efficace à même de garantir le respect des dispositions en cause ; que, dans les cas où l'engraissement des agneaux a lieu dans un État membre autre que celui où le producteur a déposé sa demande de prime et sa déclaration d'engraissement, une procédure de coopération administrative doit être instaurée entre les administrations compétentes des deux États membres concernés et communiquée à la Commission ;

considérant que, pour l'application de la dérogation en ce qui concerne le sevrage, il est opportun de prévoir des obligations spécifiques afin de rendre possible un contrôle

efficace ; que, à cet effet, il s'avère nécessaire que le bénéficiaire soit tenu d'engraisier en carcasses lourdes la totalité des agneaux issus de ses brebis ; que cette obligation correspond à la pratique d'élevage habituelle pour les zones géographiques et pour les races pour lesquelles cette dérogation est prévue ;

considérant que, conformément à l'article 22 paragraphe 8 du règlement (CEE) n° 3013/89, le régime faisant l'objet du présent règlement peut s'appliquer en Espagne ou au Portugal dès la campagne 1990, au cas où ces États membres auraient mis en place, dès la campagne 1990, les mesures prévues à l'article 4 paragraphe 4 dudit règlement ; que l'Espagne a été autorisée, par la décision 90/19/CEE de la Commission, à titre transitoire et dès le début de ladite campagne à mettre en œuvre ces mesures sur base de dispositions nationales d'application ; que le Portugal a déclaré son intention de les mettre en œuvre pendant la campagne 1990 ; qu'il y a donc lieu de prévoir que les dispositions du présent règlement ne peuvent s'appliquer qu'aux primes à verser au titre de la campagne 1990 pour lesquelles les demandes n'ont pas encore été introduites ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des ovins et des caprins,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

1. Afin de pouvoir, sous réserve des dispositions particulières prévues à l'article 2, bénéficier de la prime correspondant à la catégorie lourde au sens de l'article 5 paragraphe 4 du règlement (CEE) n° 3013/89, chaque producteur commercialisant du lait ou des produits laitiers de brebis doit présenter la demande de prime à l'autorité compétente au cours d'une période fixée par l'État membre à l'intérieur d'une période comprise entre le 1^{er} novembre et le 31 décembre précédant le début de la campagne au titre de laquelle la prime est demandée, en indiquant son intention de procéder à l'engraissement en vue de l'abattage d'au moins 40% des agneaux issus des brebis pour lesquelles la prime est demandée. Toutefois, dans les États membres où l'engraissement des agneaux n'a normalement lieu qu'après le début de la campagne, l'État membre peut décider que les demandes de prime peuvent être présentées au cours d'une période fixée à l'intérieur d'une période comprise entre le 1^{er} novembre précédant le début de la campagne au titre de laquelle la prime est demandée et le 31 janvier suivant.

2814/90

3529/90

Une fois sa demande de prime présentée, chaque producteur doit, en outre, présenter à l'autorité compétente, au plus tard le jour de la mise en engraissement d'un lot, une déclaration spécifique comportant notamment l'indication:

- de la date de la mise à l'engraissement,
- du nombre d'agneaux composant le lot,
- du lieu où va se réaliser l'engraissement,
- de l'identification du lot.

Les États membres peuvent exiger que cette déclaration spécifique porte sur un nombre minimal d'agneaux par lot, l'engraissement de ces animaux commençant pendant une période déterminée comprise entre le 15 novembre précédant le début de la campagne de commercialisation au titre de laquelle la déclaration est présentée et le 14 novembre suivant, période définie par chaque État membre en fonction du cycle de production applicable à son territoire. Il est en outre loisible aux États membres de fixer une limite au nombre maximal de déclarations spécifiques qu'ils peuvent accepter d'un producteur.

En ce qui concerne la Grèce, à titre dérogatoire pour la campagne 1992, la déclaration spécifique concerne les agneaux mis à l'engraissement au cours de la période comprise entre le 1^{er} avril et le 14 novembre de ladite campagne.

Au cas où l'engraissement a lieu en dehors de l'exploitation du bénéficiaire, celui-ci ne peut être effectué que par un seul engraisseur pendant la période minimale de quarante-cinq jours prévue par le règlement (CEE) n° 3901/89, le responsable de l'atelier d'engraissement devra obtenir l'agrément préalable de l'autorité compétente de l'État membre dans lequel la demande de prime a été présentée. En outre, ce responsable doit notamment s'engager:

- pour chaque lot mis à l'engraissement, à transmettre au bénéficiaire de la prime les données nécessaires pour l'obtention de la prime figurant sur le registre d'engraissement, à savoir:
 - le lieu où est réalisé l'engraissement avec l'indication de la bergerie d'engraissement,
 - les dates de sortie des agneaux composant le lot,
 - les poids moyens de chaque lot de sortie,
 - le cas échéant, l'indication des pertes d'agneaux en cours d'engraissement et le motif de cette perte (circonstances naturelles ou cas de force majeure),
- à se soumettre aux contrôles prévus en vue de vérifier la réalisation des opérations d'engraissement,
- au cas où l'engraissement des animaux est réparti entre plusieurs bergeries, à tenir à jour, sur base des communications à fournir par les bergeries concernées, un état centralisé des mouvements journaliers d'entrée et de sortie des lots mis à l'engraissement dans les diverses bergeries avec l'indication du nombre d'animaux concernés.

En outre, et en cas de non-respect de l'une des obligations visées à l'alinéa précédent par suite d'une fausse déclaration de l'engraisneur faite délibérément ou par négligence grave, l'agrément de l'atelier d'engraissement sera retiré au titre de la campagne suivant celle au cours de laquelle le non-respect aura été constaté.

1 bis. Par dérogation aux délais prévus au premier alinéa du paragraphe 1, les États membres sont autorisés à prévoir la présentation de la demande de prime au cours de la période ou, selon le cas, de la première période prévue en application des dispositions de l'article 1^{er} paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 2700/93 de la Commission ⁽¹⁾. Au cas où un État membre fait usage de cette faculté, les producteurs concernés doivent, outre le respect des obligations prévues au paragraphe 1, présenter à l'autorité compétente, au plus tard le jour de la mise à l'engraissement de chaque lot, les déclarations spécifiques relatives aux lots mis à l'engraissement avant la date du dépôt de la demande de prime à la brebis.

2. Le détenteur des agneaux mis à l'engraissement devra tenir à jour, pour chaque lot mis à l'engraissement, le registre d'engraissement prévu par la directive 92/102/CEE du Conseil ⁽²⁾ conformément au modèle figurant en annexe.

3. Les autorités compétentes désignées par les États membres instaurent un dispositif de contrôle des déclarations prévues au paragraphe 1. Ce dispositif prévoit notamment:

- des inspections sur place au niveau des lieux d'engraissement d'au moins 10 % des déclarants par campagne,
- l'obligation du détenteur des lots en atelier d'engraissement de fournir les informations nécessaires à ce contrôle.

5. Pour l'application du prorata prévu à l'article 5 paragraphe 4 du règlement (CEE) n° 3013/89, il est établi un indice moyen d'un agneau par brebis et par an.

6. Si le nombre d'agneaux effectivement éligibles résultant du dispositif de contrôle visé au paragraphe 3 est inférieur à celui indiqué dans la déclaration spécifique correspondante, le producteur ne pourra pas bénéficier de la prime correspondant à la catégorie lourde au sens de l'article 5 paragraphe 4 du règlement (CEE) n° 3013/89, sous réserve de l'application des paragraphes 7, 8 et 9 du présent article.

7. Si la diminution du nombre d'agneaux est imputable à des circonstances naturelles de la vie du troupeau, la prime correspondant à la catégorie lourde est versée en fonction du nombre d'agneaux effectivement éligibles, à condition que cette diminution et sa cause soient indiquées au registre d'engraissement prévu au paragraphe 2 et communiquées à l'autorité compétente à la fin de la période d'engraissement du lot concerné.

⁽¹⁾ JO n° L 245 du 1. 10. 1993, p. 99.

⁽²⁾ JO n° L 355 du 5. 12. 1992, p. 32.

277/94

1529/96

283/96

642/92

1529/96

1529/96

2814/90

1529/96

2814/90

3562/90

8. Lorsque la diminution est due à un cas de force majeure, la prime correspondant à la catégorie lourde est octroyée en fonction du nombre d'agneaux éligibles au moment où ce cas de force majeure est survenu, à condition que cette diminution et sa cause soient indiquées au registre d'engraissement prévu au paragraphe 2 et communiquées à l'autorité compétente à la fin de la période d'engraissement du lot concerné. Les cas de force majeure font l'objet d'un examen cas par cas en considération des circonstances concrètes invoquées et des justificatifs apportés.

9. Lorsque la différence entre le nombre d'agneaux effectivement éligible et le nombre déclaré, le cas échéant après déduction des cas prévus aux paragraphes 7 et 8, est inférieure ou égale à 20 %, la prime correspondant à la catégorie lourde, diminuée de 15 %, est versée en fonction du nombre d'agneaux éligibles, pour autant que, selon l'autorité compétente, la différence ne résulte pas d'une fausse déclaration faite délibérément ou par négligence grave.

10. En cas d'application du paragraphe 6, s'il est constaté par l'autorité compétente qu'il s'agit d'une fausse déclaration faite délibérément ou par négligence grave, le producteur en cause perd aussi le droit à la prime au sens de l'article 5 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 3013/89, pour la campagne de commercialisation pour laquelle la fausse déclaration est constatée.

11. Pour la vérification du respect du pourcentage minimum de 40 % prévu à l'article 5 paragraphe 4 du règlement (CEE) n° 3013/89, il est tenu compte du nombre d'agneaux effectivement éligibles, majoré des cas de circonstances naturelles visés au paragraphe 7 du présent article.

Article 2

1. Les producteurs commercialisant du lait ou des produits laitiers de brebis désirant bénéficier de la dérogation prévue à l'article 1^{er}, paragraphe 1, deuxième alinéa, du règlement (CEE) n° 3901/89, en ce qui concerne les agneaux situés dans les zones géographiques et appartenant aux races visées à l'annexe dudit règlement, doivent, lorsqu'ils présentent leurs demandes de prime, s'engager à élever sur l'exploitation tous les agneaux nés des brebis déclarées dans la demande et à les engraisser en carcasses lourdes. Cet engagement est réputé rempli lorsque, sauf circonstances exceptionnelles dûment justifiées, les agneaux présents sur l'exploitation représentent au moins 70 % des agneaux qui y sont nés et qui y ont été élevés pendant au moins soixante-quinze jours après leur naissance.

Les producteurs respectant cet engagement bénéficient de la prime correspondant à la catégorie lourde au sens de l'article 5, paragraphe 4, du règlement (CEE) n° 3013/89 pour l'ensemble de leurs brebis éligibles.

2. Les producteurs contractant cet engagement doivent tenir à jour un registre contenant les mouvements d'agneaux (nombre d'animaux concernés par chaque opération d'entrée et de sortie) sur la base minimale des flux, avec mention, selon le cas, de l'origine ou de la destination des animaux ainsi que de la date des flux, et, en cas de vente ou d'abattage des agneaux, fournir des pièces justificatives, par exemple des factures ou des certificats d'abattage.

3. Sans préjudice des exigences prévues dans le cadre du système intégré visé à l'article 6, paragraphe 6, du règlement (CEE) n° 3887/92, l'autorité compétente effectue une inspection sur place au moins une fois par an au lieu d'agnelage pour chacun des producteurs présentant une demande pour une campagne donnée. Ces inspections comportent un contrôle des agneaux présents sur l'exploitation et de ceux inscrits sur le registre par le producteur ainsi que la vérification des pièces justificatives, afin de déterminer si l'engagement a été respecté.

3562/90

Si l'engagement n'a pas été respecté, seule la prime prévue pour la catégorie légère peut être payée pour les brebis éligibles.

Toutefois, si l'autorité compétente constate que le non-respect de l'engagement résulte d'une fausse déclaration faite délibérément ou par négligence grave, le producteur en cause perd aussi le droit à la prime au sens de l'article 5, paragraphe 3, du règlement (CEE) n° 3013/89 pour la campagne de commercialisation pour laquelle l'engagement s'applique.

Article 3

Dans les États membres où s'applique, pour la campagne 1990, le régime prévu à l'article 22 paragraphe 8 du règlement (CEE) n° 3013/89, les périodes prévues à l'article 1^{er} paragraphe 1 et à l'article 2 paragraphe 1 seront, à titre dérogatoire pour la campagne 1990, les suivantes:

- du 1^{er} novembre au 31 janvier 1991 pour les demandes de prime,
- du 15 novembre 1990 au 14 novembre 1991 pour les déclarations spécifiques.

À titre dérogatoire pour la campagne 1992 la période de présentation des demandes de prime prévue à l'article 1^{er} paragraphe 1 et à l'article 2 paragraphe 1 est la suivante:

- en Grèce: du 1^{er} novembre 1991 au 30 avril 1992,
- au Portugal: du 1^{er} novembre 1991 au 31 janvier 1992.

En outre, à titre dérogatoire pour la campagne 1992, la période de présentation des demandes de prime prévue à l'article 1^{er} paragraphe 1, et à l'article 2 paragraphe 1, est la suivante:

- au Portugal: du 1^{er} novembre 1991 au 31 janvier 1992

Article 4

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Il est applicable aux primes à octroyer au titre de la campagne 1991 et suivantes. Toutefois, dans les États membres où s'applique, pour la campagne 1990, le régime prévu à l'article 22 paragraphe 8 du règlement (CEE) n° 3013/89, il est applicable aux primes à verser au titre de la campagne 1990 pour lesquelles les demandes n'ont pas encore été introduites.

2234/98

2234/98

2814/90

3749/90

642/92

3561/91

2814/90

3561/91